

Édition spéciale n°2 : COVID-19

Voilà maintenant plus de 40 jours que nous sommes «assignés à résidence» afin de nous protéger personnellement et collectivement.

L'objectif d'une sortie du confinement est posé pour le 11 mai prochain, même si le doute et l'indécision subsistent grandement. Nous devrions être fixés, dans les jours à venir, sur les nouvelles mesures à respecter pour éviter d'anéantir les efforts accomplis par tous, pendant et par le confinement.

Les interrogations et craintes majeures portent sur le retour à l'école, tant pour les élèves que pour le corps enseignant ou le personnel accompagnant. Alors que les conditions sanitaires sont bancales et sans garantie sur la sécurité, les élus locaux vont être en première ligne pour la réouverture scolaire des écoles, des collèges et des lycées, avec les prises de risques liées.

Dans un contexte constant de pénurie de moyens de protection de la population, le Gouvernement a choisi la voie du transfert de responsabilités sur un sujet prépondérant. Désolant.



Stéphane VIRY

LE MOMENT

Visites à Dogneville, Thaon-les-Vosges et Epinal de 3 sites qui fournissent des équipements de protection
17/04/2020

LA PHRASE

"J'agis, dans les attributions qui sont les miennes, en responsabilité et avec rapidité."

(extrait d'un courrier envoyé à un représentant de commerçants)

LA DATE

11/05/2020

Date prévue du déconfinement

LE CHIFFRE

74

Les courriers envoyés aux autorités durant ces 3 semaines



ZOOM SUR :

Ma nouvelle page Facebook

Afin d'être au plus proche de vous, j'ai créé une nouvelle page Facebook. Vous pourrez y retrouver tout au long de l'année, mon actualité dans les Vosges et à l'Assemblée nationale. N'hésitez pas à aller aimer la page en vous rendant sur le lien suivant : www.facebook.com/StephaneViry.88



CONTACTS & RDV AVEC LE DÉPUTÉ

11 rue de la Préfecture / 88000 EPINAL

contact@stephaneviry.fr

03.29.29.29.60

www.stephaneviry.fr



stephane.viry.10

Actions COVID-19

2 propositions de loi déposées

J'ai été, à nouveau, force de propositions par le dépôt de deux propositions de loi :

Proposition de résolution visant à soutenir durablement les commerces de proximité et l'activité économique locale

Dès le 9 avril, j'ai invité le Gouvernement à prendre différentes mesures à destination de nos commerces et de nos entrepreneurs. En voici quelques-unes : une exonération des charges sociales et fiscales pour ces acteurs économiques ; un assouplissement des règles d'accès à l'aide exceptionnelle qui a été mise en place ; un échelonnement du paiement de la TVA ; des solutions pérennes pour l'emploi, mais également pour le développement des entreprises au niveau de la fiscalité et des crédits de celles-ci.

Proposition de loi permettant aux Conseils Départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire

En effet, depuis 2015, ce n'est plus possible en raison de la compétence qui leur a été retirée. Je considère que les conseils départementaux, qui le veulent et qui budgétairement le peuvent, doivent pouvoir agir pour les entrepreneurs locaux pendant la période de crise sanitaire du COVID-19. Je propose d'autoriser les conseils départementaux à compléter les mesures de soutien et de relance économique, et soutenir directement les entreprises.

De nombreux courriers aux Ministères

Depuis le début de cette crise, j'ai écrit à différentes Ministères. Voici quelques courriers écrits ces jours :

- Ministère des Solidarités et de la Santé sur la stratégie de dépistage du COVID-19 et l'utilisation massive de tests
- Ministère de l'Economie et des Finances sur des mesures à prendre pour les cafés, hôtels et restaurants ; sur l'activité dans le BTP ; sur les aides pour les PME-PMI-TPE-TPI ; sur les difficultés pour les forains, ...
- Ministère de la Culture sur l'organisation des examens dans les conservatoires
- Ministère des Affaires Etrangères sur le rapatriement des français bloqués à l'étranger
- Ministère des Armées sur la réserve opérationnelle
- Ministère de l'Intérieur sur les contrôles effectués et les conditions de travail des forces de l'ordre

Nommé rapporteur "travail-emploi"

Dans le cadre d'une "mission flash", j'ai reçu mission de dresser un bilan des mesures qui ont été prises par le Gouvernement sur le travail et l'emploi durant cette crise.

Aussi, j'effectue depuis plus d'une semaine de nombreuses auditions par visioconférence, avec notamment :

- Les organisations syndicales représentatives : CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, CFTC.
- Les organisations représentatives des employeurs : MEDEF, CPME, U2P.
- Des branches professionnelles : commerce et distribution, BTP, hôtellerie-restauration
- Les services du Ministère du Travail : DGT, DGEFP, Cabinet de la Ministre
- Pôle Emploi
- France Compétences
- ...

Ce travail, programmé sur une période de 3 semaines, fera l'objet d'une présentation devant mes autres collègues de la Commission des affaires sociales et sera transmis au Gouvernement.

Interpeller officiellement le Gouvernement

Un député, outre ses missions d'examiner les projets de loi, doit contrôler l'action du Gouvernement et évaluer ses politiques publiques. Aussi, il m'est possible de déposer des questions écrites, amenant à une réponse du Ministre concerné, sous théoriquement 2 mois et elles sont publiées au Journal Officiel. Durant la quinzaine, j'ai notamment posé des questions à :

- Monsieur le Ministre de la Culture sur les artisans d'art, les intermittents du spectacle et les tatoueurs
- Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances sur les contrats d'assurance, les télévisions locales
- Monsieur le Ministre de la Santé sur les masques et le dépistage

Actions COVID-19

Aux côtés des fabricants d'équipements

Durant une matinée, j'ai été, pour la première fois depuis le début du confinement, sur le terrain, à Dogneville, Thaon-les-Vosges et Epinal. J'ai ainsi pu admirer des solutions innovantes et de grande solidarité, ayant toutes l'objectif d'aider et de fournir des équipements de protection, notamment aux personnels hospitaliers d'Épinal et aux personnels des EHPAD vosgiens. Masques en nylon, masques en tissu, visières de protection, ... tant de savoir-faire locaux afin de faire face aux pénuries et apporter des solutions. Bravo à tous les salariés, les dirigeants et les nombreux bénévoles !



Les réunions en visioconférence

Les mesures de confinement impliquent des méthodes nouvelles de travail. Aussi, je participe à de nombreuses réunions, par visioconférence, dont notamment :

- Sur la question de l'accompagnement de nos aînés dans les EHPAD avec le bureau de la commission des affaires sociales
- Sur la relocalisation de la filière textile avec des membres du collectif transpartisan "Accélérons la transition écologique"
- Sur l'avenir de l'Industrie en France avec les perspectives de relocalisation

Les propositions de loi cosignées

Je me suis associé à différentes propositions de loi de mes collègues, notamment :

- Exonérer de charges sociales et fiscales les entreprises, les commerçants, les artisans et les agriculteurs situés en ZRR
- Supprimer la contribution sociale de solidarité des sociétés
- Sanctionner les discriminations envers les soignants
- Créer un conseil national d'évaluation des normes agricoles
- Augmenter le pouvoir d'achat des ménages
- Soutenir le thermalisme
- Préserver la trésorerie des petites entreprises, artisans, commerçants et professions libérales
- Soutenir fiscalement les entreprises fragilisées
- Annuler les charges sociales, la taxe d'apprentissage et la taxe annuelle sur les locaux pour les TPE
- Soutenir les proches aidants

Préparer une stratégie de déconfinement du pays

Avec mes collègues de mon groupe politique, nous avons travaillé à des propositions pour préparer le pays à sortir du confinement :

- Pour **protéger les français** : rendre obligatoire le port du masque dans les transports en commun et les grandes surfaces ; développer une stratégie de dépistage massive, protéger les 700 000 français résidant en EHPAD ; geler toutes les fermetures de lit ; voter une loi de programmation en santé...
- Pour **accélérer la reprise économique** : l'annulation des charges sociales et fiscales pour les entreprises ; doubler le montant du fonds de solidarité ; prolonger le dispositif du chômage partiel ; avancer les dates de réouverture des cafés, hôtels et restaurants ; faciliter les conditions d'accès aux prêts garantis par l'État ; défiscalisation complète des heures supplémentaires ; mobiliser davantage les assureurs ; permettre aux départements de verser des aides économiques ; relancer l'économie de la culture ; soutenir les filières les plus touchées ; aider les familles en difficulté ; lancer un grand plan d'investissement...
- Pour **une reprise scolaire obligatoire, progressive, en toute sécurité** : tester systématiquement et chaque semaine le personnel scolaire ; rendre obligatoire la prise de température des élèves à l'entrée des transports scolaires ou des établissements scolaires ; maintenir la fermeture des cantines scolaires ; organiser une rentrée par niveau ; créer un dispositif d'accompagnement spécifique pour les élèves en difficulté...
- Pour **renforcer la sécurité des Français** : stopper les libérations anticipées des détenus ; doter nos forces de l'ordre des équipements de protection ; relancer la justice ; contrôler systématiquement nos frontières...
- **Faciliter et sécuriser nos déplacements du quotidien** : encourager et optimiser le télétravail ; port du masque obligatoire dans les transports en commun ; désinfection des transports en commun...

Actions COVID-19

Depuis le début de l'épidémie, je me mobilise, avec mes collègues députés Les Républicains, afin de trouver des réponses concrètes, proposer des solutions et contrôler l'action du Gouvernement

Tracking : exigeons un vote au parlement !

Je demande, avec les députés Les Républicains, un débat suivi d'un vote à l'Assemblée nationale sur la mise en place d'une application STOP COVID-19 afin de lutter efficacement contre l'épidémie.

Le gouvernement ne peut pas passer outre l'avis des parlementaires sur un sujet aussi sensible pour nos libertés publiques.



Stéphane VIRY
Député des Vosges



VOS DÉPUTÉS SE MOBILISENT

Aider le maximum d'entreprises à avoir accès au fonds de solidarité

Le 19 mars, les députés Les Républicains ont déposé un amendement pour abaisser le seuil de perte de chiffre d'affaires de 70% à 30%.

➔ Après l'avoir refusé, le gouvernement a finalement accepté la modification du seuil pour l'accès au fonds de solidarité le 31 mars.



LES DÉPUTÉS
RÉPUBLICAINS

Avec mes collègues Les Républicains, j'ai défendu l'inscription dans le projet de loi de finances de :

- 1 - L'annulation pure et simple des charges sociales et fiscales pour les secteurs économiques les plus touchés
- 2 - La baisse de la TVA sur les masques et gels hydroalcooliques
- 3 - L'augmentation du fonds de solidarité de 2 milliards d'euros
- 4 - La défiscalisation totale de l'ensemble des heures supplémentaires pendant toute la durée du confinement



Stéphane
VIRY



Député des Vosges

VOS DÉPUTÉS SE MOBILISENT

Des masques pour tous

Dès le 3 mars, les députés Les Républicains ont alerté le gouvernement sur les stocks de masques lors des questions au gouvernement.

➔ Depuis, ils n'ont eu de cesse d'appeler l'État à commander des masques chaque mardi en séance.



LES DÉPUTÉS
RÉPUBLICAINS

SAUVONS NOS COMMERCES, CAFÉS, HÔTELS ET RESTAURANTS

Face à cette crise du Covid-19, le report de charges voulu par le gouvernement ne suffira pas.

Avec les députés Les Républicains, je défends l'annulation pure et simple des charges sociales pour les secteurs les plus touchés.



Stéphane VIRY
Député des Vosges



VOS DÉPUTÉS SE MOBILISENT

Dépister massivement

Dès le 22 mars, les députés Les Républicains ont interpellé le Président de la République afin de généraliser les tests.

➔ Près d'un mois plus tard, le dépistage de masse n'est toujours pas opérationnel contrairement à l'Allemagne.



LES DÉPUTÉS
RÉPUBLICAINS

JOURNÉE MONDIALE DE LA SANTÉ

Merci

Ils sauvent des vies :
merci à tous nos personnels soignants !

Stéphane VIRY
Député des Vosges

